



**Canadian Police Association  
Association canadienne des policiers**

100 – 141 Catherine Street  
Ottawa, Ontario K2P 1C3  
Telephone: (613) 231-4168  
Fax: (613) 231-3254

100 – 141, rue Catherine  
Ottawa, Ontario K2P 1C3  
Téléphone : (613) 231-4168  
Télécopieur : (613) 231-3254

[cpa-acp.ca](http://cpa-acp.ca)

---

## Questionnaire Électoral de l'Association canadienne des policiers

En tant que voix nationale du personnel policier de première ligne au Canada, l'Association canadienne des policiers (ACP) représente plus de 60 000 membres dédiés à assurer la sécurité publique et une police efficace. L'ACP est une organisation non partisane qui est fière de ses solides relations de travail avec les députés de tous les partis politiques reconnus. Notre objectif reste de plaider en faveur de politiques qui améliorent la sécurité publique et soutiennent le bien-être des agents de première ligne.

Avec les prochaines élections fédérales, nous cherchons à fournir à nos membres des informations claires et non partisans sur la position de chaque grand parti politique sur les questions clés affectant la police, la justice pénale et la sécurité publique. Les réponses à ce questionnaire seront collectées et distribuées à nos membres telles que reçues des répondants, sans commentaire éditorial de la part de l'ACP. Notre objectif est d'aider les agents de première ligne à prendre une décision éclairée lors du vote en leur assurant un accès direct aux positions et engagements de chaque parti politique. Nous comprenons qu'il y a des demandes importantes sur les ressources de votre parti, en particulier pendant une campagne électorale, cependant, nous communiquerons avec nos membres si aucune réponse n'est reçue, et leur permettrons de décider comment évaluer cette information.

Nous vous demandons gentiment de répondre aux sept questions suivantes avant le 11 avril 2025. Vos réponses seront partagées avec nos membres pour les aider à prendre des décisions éclairées lors du vote.

### 1. Lutte contre les crimes violents et les récidivistes

- **Contexte** : Ces dernières années, une augmentation inquiétante des crimes violents a été observée à travers le Canada. Selon Statistique Canada, l'Indice de gravité des crimes violents (IGCV) a augmenté de 0,4 % en 2023, atteignant 99,5. Le taux global des infractions violentes au Code criminel a également augmenté de 3,71 % au cours de la même période. Les agents de police de première ligne savent par expérience qu'un nombre relativement restreint de récidivistes violents est responsable d'un niveau disproportionnellement élevé d'infractions, mais les politiques actuelles de libération sous caution et de libération conditionnelle permettent souvent à ces individus de récidiver en attendant leur procès ou après leur libération.
- **Question** : Si vous êtes élu, quelles mesures votre parti prendra-t-il pour lutter contre les crimes violents, prévenir les récidives et garantir que les systèmes de libération sous caution et de libération conditionnelle du Canada protègent efficacement le public tout en prenant en compte les efforts de réhabilitation?

## 2. Ressources pour la police de première ligne

- **Contexte** : Les services de police à travers le Canada font face à des demandes accrues avec des ressources limitées, entraînant l'épuisement des agents et des pénuries de personnel. Le Canada a actuellement le ratio police-population le plus bas parmi tous les pays du G7 et les pays comparables. Selon Statistique Canada, en 2023, le taux de force policière était de 178 agents pour 100 000 habitants, en baisse de près de 2 % par rapport à 2022 et le taux le plus bas depuis 1970, comparé à environ 242 pour 100 000 au Royaume-Uni, 246 en Australie, 298 aux États-Unis et 335 en Allemagne. Cette pénurie de personnel exerce une pression significative sur les agents et affecte la capacité des services de police à répondre efficacement aux appels de service.
- **Question** : Quel est le plan de votre parti pour s'assurer que les services de police de première ligne sont adéquatement financés et dotés des ressources nécessaires pour servir et protéger efficacement les communautés canadiennes? Comment votre gouvernement travaillera-t-il avec les provinces et les municipalités pour remédier à la pénurie nationale de personnel policier?

## 3. La crise des opioïdes, la santé mentale et la sécurité publique

- **Contexte** : La crise des opioïdes reste l'un des défis de santé publique et de sécurité les plus pressants du Canada. Bien que des efforts pour réduire les surdoses et fournir des réductions des méfaits aient été mis en œuvre, y compris des projets pilotes de décriminalisation dans certaines juridictions, ces initiatives n'ont pas donné les résultats escomptés en matière de réduction du désordre public et de l'usage illicite de drogues. Les agents de police sont souvent en première ligne de cette crise, répondant aux surdoses, traitant les préoccupations communautaires et gérant les impacts plus larges sur la sécurité publique de l'usage généralisé de drogues. Cependant, la police seule ne peut pas être la solution.
- **Question** : Quelle est l'approche de votre parti pour lutter contre la crise des opioïdes tout en équilibrant la réduction des méfaits, l'accès aux traitements et la sécurité publique? Comment travaillerez-vous avec les forces de l'ordre, les professionnels de la santé et tous les niveaux de gouvernement pour faire face à cette crise persistante? Votre parti envisagerait-il d'inclure des programmes de soins involontaires pour les individus incapables de prendre soin d'eux-mêmes et qui ont prouvé être un risque pour eux-mêmes ou pour les autres, comme c'est actuellement le cas pour les problèmes de santé mentale graves?

## 4. Protection des agents et amélioration du bien-être policier

- **Contexte** : Les agents de police font face à des défis significatifs en matière de santé mentale et physique en raison de la nature de leur travail. Selon des études de prévalence récentes, les agents de police souffrent de troubles de santé mentale à un taux significativement plus élevé que la population générale. Des conditions telles que le SSPT, la dépression et l'anxiété sont répandues dans la profession. Reconnaisant ces défis, le gouvernement fédéral a fait des investissements substantiels dans des organisations comme l'Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique (ICRTSP) pour améliorer l'accès aux ressources en santé mentale et à la recherche pour le personnel de sécurité publique.

- **Question** : Si vous êtes élu, votre parti s'engagera-t-il à maintenir et à augmenter les investissements fédéraux dans les soutiens en santé mentale pour les agents de police, y compris le financement continu d'organisations comme l'ICRTSP? De plus, quels autres engagements votre parti prendra-t-il pour aider à atténuer les défis de santé mentale auxquels sont confrontés les agents de police civils et assermentés de première ligne?

## 5. Modernisation du système de justice pénale

- **Contexte** : Les récentes coupures budgétaires fédérales au Service des poursuites pénales du Canada (SPPC) ont entraîné des défis significatifs dans la poursuite des infractions graves liées aux drogues. En janvier 2025, des rapports ont révélé que 19 accusations de trafic de drogue à Hamilton, ON, y compris des cas impliquant du fentanyl et de la cocaïne, ont été abandonnées en raison de contraintes budgétaires imposées aux procureurs fédéraux. Ces décisions ont été prises sans explication raisonnable et n'étaient pas liées à la qualité des enquêtes policières. De même, les services de police à travers le pays ont exprimé des préoccupations concernant de nombreux cas criminels, y compris des accusations de trafic de drogue, étant suspendus en raison des "plafonds de facturation" imposés par la Couronne fédérale. Ces problèmes de financement ont entraîné le rejet d'accusations criminelles graves, minant les efforts pour lutter contre les crimes liés aux drogues et affectant la sécurité publique.
- **Question** : Si vous êtes élu, quelles mesures votre parti mettra-t-il en œuvre pour s'assurer que les services de poursuites fédérales sont adéquatement financés pour éviter le rejet d'accusations criminelles graves en raison de contraintes budgétaires? Comment votre parti travaillera-t-il pour restaurer la confiance du public dans le système de justice pénale et s'assurer que les infractions graves soient poursuivies efficacement?

## 6. Gestion des manifestations massives et allocation des ressources

- **Contexte** : Les manifestations publiques à grande échelle, les protestations et les événements de désobéissance civile sont devenus plus fréquents et nécessitent plus de ressources. La gestion de ces événements nécessite un personnel policier important, un soutien logistique et un financement, étirant souvent les ressources des forces de l'ordre et impactant d'autres priorités de sécurité publique. Les dirigeants de la police ont exprimé des préoccupations concernant le détournement d'équipes dédiées de leurs tâches régulières pour gérer les rassemblements publics, entraînant une augmentation des heures supplémentaires et des défis au niveau du personnel. De plus, les manifestations escaladent de plus en plus, passant de démonstrations pacifiques à des situations à haut risque, posant des menaces accrues pour la sécurité des agents et du public.
- **Question** : Quel est le plan de votre parti pour soutenir les agences de maintien de l'ordre dans la gestion efficace des manifestations de masse tout en assurant la sécurité publique, en protégeant les droits démocratiques et en maintenant des ressources adéquates pour d'autres responsabilités policières?

## 7. Avenir de la Gendarmerie royale du Canada (GRC)

- **Contexte** : Comme vous le savez sans doute, le 10 mars 2025, l'ancien Premier ministre Justin Trudeau a publié un livre blanc proposant des réformes significatives de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). La proposition suggère de recentrer le mandat de la GRC exclusivement sur les responsabilités de la loi fédérale, telles que le crime organisé, la sécurité nationale et la cybercriminalité, tout en transférant les fonctions de police provinciale et municipale aux agences locales. Ce changement vise à répondre aux préoccupations de longue date concernant l'allocation des ressources, la supervision et l'efficacité de la GRC dans ses divers rôles, et suit de nombreuses recommandations faites par divers comités parlementaires et commissions d'enquête.
- **Question** : Quelle est la position de votre parti sur la restructuration proposée de la GRC? Comment envisagez-vous de garantir que ces réformes améliorent la sécurité publique, l'efficacité policière et répondent aux besoins uniques des communautés à travers le Canada, en particulier compte tenu des défis de ressources actuels auxquels sont confrontés les services de police provinciaux et municipaux?

### Détails de soumission :

Nous apprécions votre participation et nous serons heureux de partager vos réponses avec nos membres. Veuillez soumettre votre questionnaire complété avant le 11 avril 2025 à [mgendron@cpa-acp.ca](mailto:mgendron@cpa-acp.ca). Si vous avez besoin de clarification, veuillez nous contacter directement.

Merci pour votre temps et votre engagement envers la sécurité publique au Canada.

Association canadienne des policiers